HAL open science

La revue de l'OFCE a 25 ans

Jean-Paul Fitoussi

To cite this version:

Jean-Paul Fitoussi. La revue de l'OFCE a 25 ans. Revue de l'OFCE, 2007, 102, pp.7 - 10. 10.3917/reof.102.0007 . hal-01021636v2

HAL Id: hal-01021636

https://sciencespo.hal.science/hal-01021636v2

Submitted on 27 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

LA REVUE DE L'OFCE A 25 ANS

Jean-Paul Fitoussi

La *Revue de l'OFCE* a 25 ans et quelques jours. Créée par Jean-Marcel Jeanneney, son premier numéro fut publié en juin 1982. Il fallait relever un défi considérable : celui de la crédibilité. Comment une équipe d'une quinzaine d'économistes — les effectifs de l'OFCE ne se sont que progressivement étoffés —, dont quelques universitaires de surcroît, pouvait-elle prétendre rivaliser avec l'expertise des grands centres de l'administration — l'INSEE, la Direction de la Prévision, etc. — en matière notamment d'évaluation des politiques publiques et de prévisions ? Il y eut naturellement des ricanements dans le « microcosme » parisien. Mais l'intelligence et la rigueur de Jean-Marcel Jeanneney en même temps que le soutien constant de Raymond Barre, de René Rémond, de Jean-Claude Casanova et d'Edmond Malinvaud furent essentiels pour permettre à l'OFCE de traverser les premières turbulences *.

L'exigence de Jean-Marcel Jeanneney était telle que pour prétendre à publication, les articles devaient franchir deux obstacles : celui de la plus extrême rigueur et celui de la plus grande clarté d'exposition. La moindre faiblesse sur l'un de ces points conduisait à une réécriture, et ce n'était souvent qu'au terme de plusieurs versions que l'article était finalement publié. De fait, le Président Jeanneney nous imposait la pratique des meilleurs séminaires internationaux dont l'objectif est, à partir d'une matière « brute » — la première version d'un article —, d'aboutir par la critique constructive, et au bout de cinq à six versions successives, à un travail digne d'être publié.

Sans pareille exigence, et le travail ardu auquel elle conduisait, la *Revue de l'OFCE* n'aurait pu s'imposer aux nombreux publics auprès desquels aujourd'hui elle fait référence : le monde politique et celui des administrations, le monde académique – des professeurs aux étudiants et même aux lycéens — et celui de l'ensemble des médias. Il fallait que ces différents niveaux de lecture de la Revue soient tous au même niveau d'excellence. Le *Journal of Economic Litterature* — publication de *l'American Economic Association*, qui recense les travaux de recherche les plus importants conduits dans le monde – ne s'y est pas trompé lorsque sa direction a décidé d'inclure *la Revue de l'OFCE* dans sa base de recensions.

* J'ai demandé à Jean-Marcel Jeanneney de nous conter dans les pages qui suivent l'aventure que fut la création de l'OFCE.

Pour aboutir à une telle crédibilité encore fallait-il affirmer une indépendance sans aucune compromission, aucune autocensure, lorsque rigueur et conviction nous persuadaient de la justesse d'un propos. Une seule exception était assumée et revendiquée, réfléchir à deux fois avant de publier des analyses pouvant conduire à des spéculations sur les marchés des changes intra-européens. Là aussi, la personnalité de Jean-Marcel Jeanneney, l'aura dont il bénéficiait tant auprès des hommes politiques que des universitaires, nous permirent de traverser bien des orages. Nous n'avons jamais plié, au risque à plusieurs reprises de mettre les clefs sous la porte. Nous avions, il faut le dire les meilleurs des avocats – ceux dont la confiance ne nous a jamais manqué : les directeurs de Sciences Po, administrateurs de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Michel Gentot, Alain Lancelot, Richard Descoings n'ont pas ménagés leurs efforts, ni leurs encouragements pour que nous persévérions dans une parole libre. Il n'est, je crois, aucun gouvernement depuis l'existence de l'OFCE avec lequel nous n'avons connu de tensions, ni entretenu de relations d'estime réciproque. Nous avons reçu les unes et les autres comme autant d'hommages à notre travail.

Nous devions au départ, pour être acceptés et plus encore pour faire admettre notre liberté de ton, établir notre capacité d'expertise. Mais bien sûr, nous savions qu'une telle capacité ne pouvait perdurer sans une activité intense de recherche. En 1989, Michel Rocard, alors Premier ministre, avait ainsi défini la mission de l'OFCE : « mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire ». Belle mission qui impose à l'OFCE d'être à la fois un centre de recherche et un centre d'expertise sur l'évaluation des politiques publiques. La frontière entre ces deux activités devient de plus en plus difficile à tracer, au point que l'on peut se demander si elles sont encore distinguables. C'est que l'évolution de la science économique est si rapide — remettant en cause des résultats hier tenus pour assurés — qu'il ne peut plus y avoir d'expertise qui ne soit fondée sur une nouvelle recherche.

La spécificité du statut de l'OFCE, en même temps que la résonance des premiers combats livrés, auraient pu inciter à penser que l'Observatoire était davantage un lieu d'expertise indépendante que de recherche. D'autant que, comme il est normal, les médias ayant tendance à hypertrophier dans leurs recensions les travaux d'expertise, l'impression prévaut qu'ils constituent la plus grande part des activités de l'OFCE. Mais ce n'est pas parce que l'OFCE a démontré son excellence dans le domaine de l'analyse et de l'évaluation des politiques publiques — très médiatisé — que son activité de recherche sur laquelle il fonde cette excellence — très peu médiatisée — a une moindre importance. Au contraire, elle est non seulement plus importante, mais déterminante. C'est cette activité de recherche qui donne aux travaux de l'OFCE la crédibilité nécessaire pour être également considérés dans le débat public en économie que ceux de très grandes institutions.

Cette livraison de la Revue en témoigne abondamment. Que son premier article soit la conférence Nobel d'Edmund S. Phelps ne doit rien au hasard. D'abord, cet économiste majeur de notre temps collabore aux travaux de l'OFCE depuis le milieu des années 1980 ; ensuite le titre de sa conférence

« Théorie macroéconomique pour une économie moderne » résume au fond ce qu'est aujourd'hui l'essentiel du programme de recherche de l'OFCE.

Il y avait plusieurs options possibles pour ce numéro anniversaire. La première et la plus évidente était de sélectionner les articles marquants qui ont été publiés dans les 101 numéros précédents de la *Revue de l'OFCE*. Après l'avoir un instant contemplée, il m'est apparu qu'il fallait l'écarter : ce n'est pas en se reposant sur sa « gloire » passée qu'une institution parle le mieux d'elle-même. Raconter le chemin parcouru est une entreprise passionnante, mais il était meilleure manière de le faire. Après tout, la recherche vivante, celle dont l'ambition est de progresser, se nourrit toujours du passé pour construire l'avenir. Il suffit de décrire le présent pour comprendre l'ampleur du travail accompli et le futur auquel il nous conduit. Ce qu'est l'OFCE aujourd'hui, le moment évanescent où l'Observatoire investit et s'investit, est le meilleur marqueur de son avenir.

Le sommaire de ce numéro anniversaire de la Revue en est la meilleure illustration à la fois en raison des thèmes abordés et des auteurs qui y écrivent. La première partie, « Macroéconomie : théories et politiques », ne cherche pas, comme d'ailleurs les trois autres parties, à faire un point sur l' « état de la science », mais au contraire à présenter des contributions originales sur des questions en débat, ou sur des problèmes nouveaux que les évolutions récentes nous ont révélés : comment construire une macroéconomie en connaissance imparfaite fondée sur des agents autonomes et intelligents ? Quelles sont les interactions entre croissance et finance, entre performances économiques et institutions ? Qu'entendons-nous par « politique de croissance » ? Quelles sont les « perspectives économiques pour nos petits-enfants » ?

La deuxième partie porte sur la globalisation et la gouvernance mondiale. À quels problèmes un G8 ou, mieux, un GN responsable devrait-il s'atteler et quelles actions devrait-il entreprendre ? Quelles sont les différences et les similitudes entre la première et la seconde globalisation ? Comment devrait-on réviser notre conception de la régulation internationale, en particulier la doctrine du libre-échange, à la lumière de l'émergence de très grands acteurs sur la scène économique internationale, la Chine et l'Inde notamment ? Le fonds européen d'ajustement à la mondialisation pourrait-il être l'un des instruments d'une vraie stratégie européenne ?

La troisième partie est consacrée à l'Europe — de l'analyse des performances de la zone euro à la stratégie environnementale de l'Union européenne, en passant par l'explication des disparités économiques dans l'UEM, le rôle des normes sociales dans la conduite des politiques européennes et l'effet de la doctrine européenne de la concurrence sur la compétitivité.

La dernière partie revient sur les relations complexes entre inégalités, justice et solidarités. Sait-on expliquer la montée considérable des inégalités aux États-Unis ? Quelles sont les relations entre mérite et justice, entre perception des inégalités économiques et sentiment de justice sociale? Comment combattre les inégalités entre les femmes et les hommes alors que les idées sont simples, mais les réalités complexes ? Quelles furent les évolutions des

mécanismes de solidarité et de ceux de la protection sociale en France et quels sont leur(s) avenir(s) ?

Voilà qui donne une image presque exacte de ce que l'OFCE est, et de ce qu'il souhaiterait encore davantage devenir : ne jamais dissocier la recherche la plus fondamentale des problèmes de société, ni la pensée scientifique de la pensée critique, ni le savant de l'ingénieur.

Ces textes ont presque tous été rédigés par des chercheurs de l'OFCE, permanents ou associés. Et ce n'est pas le moindre des bonheurs que de constater à quel point ils font honneur à l'Observatoire. Il faudrait tous les citer, mais pour cela, je renverrai simplement le lecteur au sommaire. Je me contenterai simplement de souligner qu'il existe parmi eux quatre Prix Nobel, que de nombreux autres, plus jeunes, sont déjà mondialement reconnus et que d'autres, encore plus jeunes, écrivent, dans ce numéro, une page de leur avenir.

Il me reste enfin à remercier la rédactrice en chef de la Revue. Sans l'enthousiasme de Françoise Milewski pour ce numéro, sans son travail de perfectionnement des articles, sans son obstination pour qu'il soit publié en temps et en heure, nous en discuterions encore !